

INSTITUTIONS PEU ORTODOXES, MAIS REUSSIES

Marcelo Zabalaga

Fondation Prodel, Nicaragua

1.- Comment apparaissent les microfinancières ?

La naissance et le développement des institutions micro financières a obéit a la nécessité de secteurs marginaux, non formelles et non traditionnelles des sociétés tu tiers monde, d'obtenir des ressources financiers additionnels qu'ils ne pouvaient pas trouver dans leur milieu collective ou familial.

Les expériences qui ce sont données à Bangladesh, à l'Inde et en Asie en générale et après en Amérique Latine et en Afrique montrent que la logique est toujours la même : des milliers de clients « peu classiques » qui obtiennent des crédits à travers des méthodes « non habituels » pour couvrir leurs demandes.

Donc, on peut dire que le microfinancement apparaît comme une réponse aux nécessités des populations non servies par le secteur classique de la banque, par le secteur réglé de l'économie, soit pour manque de garanties soit pour la petite taille des économies des pauvres.

La plupart des institutions de microfinancement commencèrent avec le crédit solidaire, avec de garanties personnelles et avec de montants qui ne dépassaient pas quelques dizaines de dollars par personne. Mais, la quantité de pauvres qui existent dans tous les pays su sud et leurs diverses activités ont amené a la multiplication de ce type d'institutions et sa diversification. Aujourd'hui le secteur microfinancier en Amérique Latine sert autant de clients qui le fait la banque traditionnelle, mais avec l'équivalent de 3% de son portefeuille.

La réussite, la croissance et l'expansion de ces services de micro finances attira l'attention des gouvernements, des organismes de coopération et des entités de supervision, lesquels découvrirent le potentiel du micro crédit pour palier la pauvreté. Le pas suivant fut la recherche pour réguler leur fonctionnement et leur soumission au même parapluie que les entités formelles.

Beaucoup d'institutions sont entrée au pas, et un pourcentage très importante des ONG micro financières se sont vues obligées de réguler son fonctionnement aux normes, à la structure et la participation du secteur privé.

2.- Quels sont les conséquences de cette découverte ?

a. Le marché financier des pauvres s'est converti en marché financier apte pour tous les bailleurs de fonds, car la grand découverte dans ce domaine fut que « les pauvres paient ».

b. Certains idées forces se sont répandus tel que doxa : « il n'est pas important le niveau du taux d'intérêt, même s'il est trop élevé, car ce qui intéresse aux pauvres est la disposition de fonds » justifiant des taux abusivement très élevés en termes réels.

c. Les institutions ont été stratifiées et il s'est créé l'idéologie de la « graduation », c'est a dire les ONGs ou les institutions moins « développés » doivent parcourir un chemin jusqu'à sa

conversion en entités régulées par les organismes officiels. De cette façon, on considère, les institutions auront arrivé a un lieu préféré dans l'éventail des institutions financières.

d. La coopération et les institutions financières du nord ont terminé pour croire dans tous ces mythes et ont commencé a pousser a la régulation aux entités micro financières conditionnant le financement a la régulation officielle.

e. Les gouvernements ont concentré les flux de recours, réduisant les diverses manières dont les fonds arrivaient et étaient distribués. On a créé un ensemble de critères uniques pour fortifier les institutions micro financières et on a obligé a toutes les agences de coopération a se mettre en commun : « tous les coopérants doivent coordonner ».

f. On a mis en marche des entités au milieu chemin entre les banques et las ONGs, pour faciliter la « graduation » dont on parlé auparavant : en Bolivie les Fonds Financier Privés (FFP), au Pérou les EDPYMES, en Nicaragua les Financières et toutes en qualité de Sociétés Anonymes avec les participation d'associés privés qui, selon la croyance, seraient les garants de la pureté des entités financières, « puisqu 'ils son habitués a la concurrence du marché en parité de conditions »

g. Les portes ont été ouvertes pour que les banques réalisent down scaling et puissent se mettre en concurrence avec les microfinancières, perdant dans le chemin les objectif sociaux avec lequel fut créé le microcrédit.

h. En résumé, le marché financier des informels a été formalisé, mais sans répondre a toutes les nécessités des pauvres (épargne, envoi de fonds, assurance, etc.)

3.- Etat de la question dans l'actualité

1) Le marché de financement pour les pauvres a été réinséré dans la logique des flux traditionnelles de financement.

Ce qui a accéléré ce processus est la globalisation qui a concentré les ressources financières et a augmenté la proportion d'argent spéculatif, très au delà de la quantité des marchandises. Il y'a eu aussi un accroissement de masse monétaire qui a amené a toute sorte d'entités financières a chercher des nouveaux débouchés.

Tel es le cas, par exemple, de la Banque Centre-américaine d'Intégration Economique (BCIE) qui, dans sa qualité d'apex, est en train de mettre son argent dans toutes les ONGs financières, dans toutes les coopératives et dans toutes les Financières, en claire concurrence avec leurs traditionnelles bailleurs de fonds.

2) Le caractère soutenable est devenu le but ultime et le critère d'évaluation par excellence pour juger la solidité, l'efficacité et l'efficience d'une institution microfinancière.

3) Il a été officialisé le critère de que « les taux d'intérêt doivent être ceux de marche » et qu'il est en quelque sorte maladié de les subsidier.

Dans un rapport du CGAP¹ on peut lire : « éviter la confusion entre les envois de fonds (subsidés) et les services financiers (développement) ». Dans un autre passage : « il est préférable soutenir à des institutions qui répondent aux forces de marché et ne pas introduire des distorsions avec de multiples subsides en de projets insoutenables ».

4) En conséquence, une institution est objet d'éloges et en conséquence objet de support et financement si elle est supervisée, octroi des prêts au taux de marché (il faut encore terminer de préciser ce concept) et couvre tous ses coûts, surtout le coût de capital (à nouveau au taux de marché). Si cette institution accomplit ces conditions et n'introduit des « distorsions dans le marché » mérite de recevoir du crédit et d'être considérée comme partenaire en cas de vouloir y participer en qualité d'associé.

4.- Les trappes du dogme

Les critères mentionnés sont un ensemble de croyances et font partie de l'idéologie du marché où il est conçu que le capital privé soit la solution à tous les problèmes de l'économie. Pourtant, l'histoire des pays n'avance pas avec de dogmes ou idéologies.

1. Il n'est pas vrai que les entités financières ou les services financiers conduisent au développement. Les pays du Tiers Monde ont des banques bien installées depuis plus de 100 ans et sont pourtant chaque fois plus pauvres.

Le développement ne dépend pas des services financiers, sinon d'une meilleure distribution de la richesse et d'une structure sociale capable de pourvoir avec des postes de travail et des biens et services à la plupart de la population.

Les services financiers peuvent plutôt, par eux mêmes, contribuer à conserver ou à agrandir les inégalités dans un pays ou parmi des groupes de pays.

2. Il n'est pas vrai que le subside soit mauvais. Europe et États Unis emploient plusieurs dizaines de milliers de millions (ou milliards USA) d'Euros pour subsidier leur agriculture, leurs transports et toute une sorte d'autres activités, même financières, et pourtant leurs économies sont les plus soutenables au monde.

Il faut dire en plus, que dans ces pays la pénétration fiscale est de plus de 50% du montant des salaires, ce qui permet justement de diminuer d'une façon radicale les inégalités de l'économie du marché et maintenir une croissance économique soutenue.

3. Il n'est pas vrai que les microfinances aident par soit même aux pauvres à sortir de la pauvreté. On a constaté dans plusieurs cas que la relation du taux d'intérêt sur le bénéfice des affaires des micro entreprises est si grande que celle qui gagne avec le travail du pauvre est la microfinancière. En Amérique Centrale on a vu de taux réels de plus de 80% à l'année.

4. Il n'est pas vrai que la spécialisation dans les micro finances aie pour conséquence un meilleur service aux pauvres. Ce qu'on a vu c'est la croissance des microfinancières bénéficie surtout aux mêmes institutions et à leur propriétaires.

¹ Nicaragua, Evaluation sur l'effectivité et responsabilité au niveau du pays (CLEAR), Mars 2005

a. Le fonctionnement du crédit logement

Si bien les fonds de crédit qu'octroi la Fondation Prodel peuvent être utilisés aussi pour financer des microentreprises, la plupart des fonds sont octroyés aux institutions microfinancières pour être prêtés pour l'amélioration des maisons.

En quelque sorte, la Fondation Prodel est connue à Nicaragua et en Amérique Centrale comme une institution qu'administre un très bon programme de financement en gros de crédit logement.

Le crédit pour logement est octroyé à des institutions microfinancières (IMFs) à un taux d'intérêt de 8%, celles qui transmettent le crédit à 16% aux clients, plus un 2% additionnel, au déboursement, pour assistance technique.

Une fois que les microfinancières choisissent les clients, Prodel prête le service d'assistance technique (AT) qui consiste dans des visites qui font des techniciens de Prodel aux familles pour assurer la bonne utilisation du crédit.

L'assistant technique oriente aussi à l'utilisateur du crédit par rapport aux améliorations que le client peut réaliser dans sa maison et les étapes qui prendront ces améliorations, qui viennent à constituer autant des crédits logement qu'ils obtiendra. On connaît des cas où les personnes ont demandé et obtenu trois fois consécutives des crédits, chacune d'une durée de deux années, finissant pour construire une petite maison dans six années.

Les assistants techniques aident donc à calculer le volume du crédit envers la capacité de remboursement et juger ce qui est possible faire avec un petit crédit dans chaque opportunité. Dans ce sens, le succès de Prodel est du à l'adéquate estimation de cette capacité, qui est faite pour s'assurer que le client ne tombe pas en retard dans le paiement de son crédit.

Prodel a été critiqué pour donner ces services, avec l'argument d'être parti pris, puisque ne peut pas en conséquence exiger le remboursement si le client n'est pas satisfait. Dans la réalité il s'est passé le contraire. Avec la AT les clients se sentent beaucoup plus satisfaits et paient plus volontiers le crédit.

Dernièrement, du fait de l'augmentation du nombre d'institutions intermédiaires qui reçoivent crédit de Prodel, on a commencé un programme pour permettre que certaines de ces institutions puissent accorder le service de AT en forme directe.

De la même façon, pour faciliter le travail des AT on a commencé à donner des cours aux maçons et aux constructeurs qui font le travail d'amélioration des maisons. De cette manière on diminue le nombre d'heures que les clients précisent de la part des AT.

b. Le fonctionnement du programme d'infrastructure

Ceci est un programme très spécial où Prodel mit en place une méthodologie très originelle. Dès le début Prodel donna la possibilité aux familles des quartiers intéressés de discuter leurs besoins d'amélioration du quartier (eau, drainage, électricité, etc.) et de les ordonner en ordre de priorité.

Après cela, c'était le quartier organisé qui demandais à la mairie correspondante un appui pour réaliser l'œuvre choisie. Une fois mis d'accord sur le travail et le coût, toutes les parties participent du financement.

- Les familles du quartier : 15%
- La Mairie du village : 35%
- Prodel (Asdi), avec : 50%

Le changement de qualité de vie a été très important pour les plus de 35.000 familles bénéficiées avec ce programme, une partie desquelles se sont converties en clients ou bénéficiaires du programme de crédit d'amélioration de maisons.

Mais, c'est évidente que ce programme a été aussi critiqué car on a dit que Prodel ne peut pas faire deux chose à la fois. Ou la Fondation octroi de crédits ou elle donne de l'argent pour des travaux dans les quartiers.

En fait, les deux activités on pu être menées au but par Prodel et ont résulté complémentaires. Avec ces deux programmes Prodel a contribué d'une manière très importante au développement local et a élever le niveau de vie de plusieurs milliers de familles a Nicaragua.

7.- Leçons apprises

1) Le développement du point de vue financier es un ensemble de mesures qui permettent aux familles et a la population de compter avec de ressources, une partie desquels doivent être octroyées en qualité de donation ou subside, dans la mesure qu'il est nécessaire distribuer la richesse. Et ceci n'est pas mauvais.

2) Les familles peuvent et doivent participer dans la bonne utilisation de ressources municipales. Les quartiers organisés peuvent très bien décider sur la priorité de leurs besoins.

3) Il est très bien possible d'accoupler a une institution financière un complément d'assistance technique qui garantit la bonne utilisation de l'argent et aide aux clients a bien choisir l'objet pour lequel on obtient du crédit.

4) Le marché n'est pas une ligne droite, donc il est très difficile dans la pratique endommager ou nuire la « bonne marche du marché » avec des subsides. On doit plutôt comprendre que les dons et les subsides font partie du marché, de même que les divers taux d'intérêt dans les cas d'emprunts. On connaît des pays où le taux bancaire pour prêt maison est de 7% tandis que le taux d'une microfinancière est de 23%. Aucune des deux accuse l'autre partie d'endommager « son » marché ou « le » marché.

5) Au contraire, les donations et les subsides contribuent a palier le manque de ressources et a éviter l'enchérissement des marchandises et des ressources financières.

6) Les meilleures institutions pour les pauvres son celles qui essaient d'arriver à des économies d'échelle et réduire les taux d'intérêt et se mettre au même niveau des banques.

7) Les meilleures et plus sûres institutions ne sont pas nécessairement celles qui sont régulées, on a vu qu'une partie d'elles ont fait faillite et ont eu un coût très élevé pour les sociétés latino-américaines et autres.

8) Les donateurs de fonds ne sont pas là pour préparer le terrain à l'argent privé, donc ne doivent pas avoir honte de participer indéfiniment dans les structures financières des institutions microfinancières.

9) Ce qui intéresse à la fin ce n'est pas de bâtir des institutions financières soutenables, sinon d'attaquer les racines de la pauvreté et développer les économies des pays pauvres, ce que doit passer, nous en sommes sûrs, par un long et permanent effort public et des subsides croisés.

Managua, le 10 septembre 2005